

5 septembre 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA SITUATION ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE.

Bonjour. Merci pour votre patience.

Je souhaitais, en effet, faire un point rapide sur la situation énergétique et économique pour notre pays et pour l'Europe dans le contexte que nous connaissons, après avoir tenu un Conseil de défense et de sécurité nationale sur, justement, l'énergie, et après des coordinations intenses ces derniers jours, à la fois avec la Commission européenne et avec l'Allemagne ; j'étais à l'instant avec le Chancelier SCHOLZ sur ce sujet.

En effet, depuis plusieurs mois, notre pays et notre continent ont été soumis d'abord à une hausse des prix de l'énergie qui a été largement conduite par une reprise de l'activité post-Covid très intense, situation qui a été ensuite aggravée par la guerre lancée par la Russie en Ukraine et ce compte tenu de ce que représente la Russie sur le marché des énergies fossiles, qu'il s'agisse du gaz comme du pétrole. Début 2022, je vais ici rappeler la situation, 25 % de toute l'énergie de l'Union européenne était du gaz et 50 % de ce gaz venait de la Russie. C'est la situation dont nous partons. Et donc, très clairement, cette situation macroéconomique qui existe à partir de la fin de l'année 2021, puis le déclenchement de la guerre, ont fait peser sur notre Europe une situation inédite, où ce qui paraissait jusqu'alors être des évidences, c'est-à-dire que nous ne manquerions pas de ces ressources fossiles et que nous pourrions mener notre transition climatique au rythme où nous l'avions décidé, a été remis en cause. Et donc, nous avons aujourd'hui un objectif qui est d'abord de sécuriser la fourniture de gaz et, le plus vite possible, d'accélérer notre transition pour pouvoir nous en passer et évidemment, dans ce contexte et dans cet entre-temps, de maîtriser les prix et l'inflation qui en découle. Je le dis dans un contexte où en un an de temps, les prix du gaz ont été multipliés, sur le marché, par cinq ou six et les prix de l'électricité ont atteint des niveaux qu'ils n'avaient jamais connus, avec des phénomènes spéculatifs extrêmement importants.

Dès le début de la guerre, nous avons réagi en Européens. La France avait alors la présidence du Conseil. C'est l'agenda de Versailles, dès le mois de mars 2022, qui a acté qu'il nous fallait au plus vite sortir de la dépendance au charbon, au pétrole et au gaz russes, avec une stratégie qui consiste à confirmer et accélérer notre agenda climatique. L'agenda, qu'on appelle en bon français « Fit for 55 », est cet agenda que nous avons porté durant la Présidence française, en passant de nombreux textes. C'est celui qui nous permet d'accélérer la sortie des énergies fossiles. Il prendra néanmoins, nous le savons, plusieurs années, mais la situation actuelle le confirme et le conforte, c'est-à-dire que c'est un agenda par lequel nous allons électrifier nos usages, aller vers plus de renouvelables, de nucléaire, de sobriété énergétique ; ces trois piliers qui fondent à la fois la stratégie européenne et la stratégie française.

Le deuxième pilier est celui que j'évoquais : c'est d'accélérer les économies d'énergies, je vais y revenir, qui lui, en plus de l'efficacité, est à court terme.

Le troisième pilier, de contingences, a consisté dès le mois de mars à décider de diversifier nos sources d'énergie, y compris fossiles, pour faire face à ce risque géopolitique. Cette diversification a produit ses effets mais avec des choix qui ont été faits dans certains pays de rouvrir des centrales à charbon, avec les licences que nous nous sommes accordées de maintenir certaines centrales thermiques que nous voulions fermer en France — et c'est ce que nous avons permis par la loi —, avec l'ouverture de nouveaux terminaux gaziers — plusieurs en Allemagne qui sont en train d'être finalisés le seront — et, à moyen terme en France, un terminal au Havre qui nous permettra de recevoir plus de gaz liquéfié. Nous avons surtout, dans la période, accéléré cette diversification en allant chercher d'autres fournisseurs de gaz, ce qui a permis en quelques mois de passer de 50 % que j'évoquais de gaz russe, à 9 % aujourd'hui dans notre mix. Et puis, à côté de ça, de manière plus structurelle évidemment, nous diversifions nos sources de production pour aller vers plus de renouvelables et de nucléaire, ce qui, dans notre mix, est plus cohérent pour sortir de cette dépendance.

Maintenant, au moment où nous nous parlons, nous avons, à court terme, deux enjeux. Je pense à la question que se posent beaucoup de nos compatriotes : comment être sûr qu'il n'y a pas de coupure et comment être sûr qu'on maîtrisera au mieux les prix ? En effet, à court terme, notre volonté est de faire face, évidemment, aux prochains mois et en particulier aux mois d'hiver, et nous nous sommes préparés — c'est ce que j'ai demandé au Gouvernement, ce qu'ont fait l'ensemble des services — à un scénario d'un hiver froid et à un

scénario dans lequel il y aurait une coupure complète du gaz russe. C'est celui, je dirais, dont les hypothèses de départ seraient les plus adverses, avec un objectif qui est le nôtre, qui est de n'avoir aucune coupure de gaz et d'électricité et de préserver notre activité économique pour ne pas rentrer dans une crise économique.

Pour faire face à cela, nous avons d'ores et déjà pris toutes les mesures que j'évoquais : diversifier et nous protéger. Le premier élément, c'était stocker. Stocker le gaz, puisqu'il peut se stocker pour, à la fois, être consommé par les ménages ou pouvoir produire de l'électricité. Nous nous étions donnés des objectifs européens et français. L'objectif de 80 % que nous nous étions donnés en Européens est en train d'être atteint. A cet égard, l'Europe est en avance de quelques semaines sur les objectifs qu'elle s'était donnés, ce qui a montré une mobilisation de tous les pays. En France, nous sommes autour de 92-93 % de stockage par rapport à nos capacités. Là aussi, nous sommes en avance sur les objectifs que nous nous étions donnés, ce qui veut dire qu'on a tous réussi à se mobiliser, à consommer un peu moins que prévu durant les dernières semaines et surtout, à mobiliser des capacités pour stocker et préparer l'hiver.

Le deuxième élément clé de cette stratégie pour passer l'hiver, c'est de sauver l'énergie que nous pouvons sauver : c'est la sobriété énergétique. Je veux vraiment insister sur ce point parce que nous avons chacun un rôle à jouer en la matière et il est très important. La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas. Et donc, à cet égard, le Gouvernement a élaboré une première série de mesures. Il en a préparé une série d'autres et nous avons — je vais être simple, la Première ministre et les ministres entreront dans les prochains jours et les prochaines semaines dans le détail. Mais notre objectif, c'est, par ce biais-là, d'économiser environ 10% de ce qu'on consomme habituellement. C'est faisable par une série de gestes simples, en étant d'abord dans une logique volontariste, si je puis dire, et pas coercitive, en appelant à la responsabilité de chacun et en partageant toutes les informations qui sont les nôtres. On est déjà en train d'économiser de l'énergie par rapport à nos comportements habituels parce qu'elle coûte un peu plus cher, il faut bien le dire, et parce que tout le monde est en train d'intégrer cette nécessité. Mais si nous nous mobilisons, et c'est bien un plan de mobilisation active auquel j'appelle, nous pouvons atteindre cet objectif de 10% dans les consommations publiques, dans les bâtiments tertiaires, chez les ménages et évidemment dans tous les secteurs d'activité. Le Gouvernement va décliner, secteur par secteur, ce plan, mais chacun d'entre vous a son rôle à jouer. Une bonne partie de cet effort, c'est de baisser un peu la clim' quand il fait chaud, ce qui est plutôt le cas en ce moment, et c'est d'essayer de se caler sur une référence de chauffage dès qu'il commencera à faire froid, autour de 19 degrés dans la pièce pour maintenir la température ambiante. Si on fait ces petits efforts collectifs, alors assez spontanément, le pays pourra atteindre ses objectifs de sobriété. Le Gouvernement donc va décliner cet objectif. Pour moi, ce plan de sobriété, c'est ce qui doit nous éviter d'aller vers quelque chose de plus coercitif et qui serait, à ce moment-là, un plan de sobriété renforcée, voire de rationnement, et qui, évidemment, nous protégera in fine des coupures.

Donc, vous le voyez, en quelques sortes, c'est par gradation. Le premier étage de la mobilisation générale, c'est la sobriété volontaire. Et pour cela, il va y avoir une déclinaison secteur par secteur, un travail de communication du Gouvernement, et puis on va essayer aussi que chaque personne, que chacun de nos compatriotes ait des outils. D'ores et déjà, j'invite chacun à regarder Ecowatt, où vous avez de manière très concrète la situation énergétique du pays, des conseils pour des gestes concrets et qui nous permet chacun d'être, en quelques sortes, mobilisé. Donc vous voyez, pour faire face à ces difficultés de court terme, il y a le stockage ; il y a ensuite sauver l'énergie et ce plan de sobriété, en jouant sur la responsabilité de chacun là où il est, des particuliers comme des secteurs économiques, du secteur tertiaire et des administrations publiques.

Et puis, le troisième levier, c'est la solidarité européenne. Je veux insister sur ce point parce que, à court terme, nous l'avons beaucoup travaillé, en particulier en franco-allemand et je veux ici vous dire la coordination et la solidarité franco-allemande qui va s'établir sur ce sujet, sur laquelle nous travaillons depuis le début de la crise. Si je devais simplifier les choses, l'Allemagne a besoin de notre gaz et nous, nous avons besoin de l'électricité produite dans le reste de l'Europe et en particulier en Allemagne. Cela n'a rien avoir avec le conflit en Russie, mais c'est lié à un phénomène conjoncturel qui est que, aujourd'hui, le parc nucléaire installé en France est face à des défis techniques qui ont conduit le superviseur de l'Autorité de sûreté nucléaire à demander des travaux à EDF. Ce qui fait que nous avons plus de centrales que prévu qui sont en maintenance. Ça vient s'ajouter à la problématique que je viens d'expliquer, ce qui fait qu'on produit moins d'électricité en franco-français que prévu et on a besoin de la solidarité européenne. Et donc, au fond, nous allons contribuer à la solidarité européenne en matière de gaz et bénéficier de la solidarité européenne en matière d'électricité dans les semaines et les mois qui viennent. Ça va se traduire en franco-allemand de manière très concrète : nous allons finaliser, dans les prochaines semaines, les connexions gazières nécessaires pour pouvoir livrer du gaz à l'Allemagne s'il y avait un besoin de solidarité, et à chaque fois qu'il y en aura besoin. D'ores et déjà aujourd'hui, pour la première fois depuis très longtemps, la France est exportatrice de gaz vers l'Est de l'Europe. Nous allons renforcer cela, et nous mettre en situation d'être solidaires sur le plan gazier avec l'Allemagne si l'hiver est difficile et que l'Allemagne en a besoin. Les travaux ont été actés lors du conseil de vendredi. Ils se feront dans les prochaines semaines et ils sont prêts pour l'hiver.

De la même manière, l'Allemagne s'est engagée à une solidarité électrique à l'égard de la France, et donc se

mettra en situation de produire davantage d'électricité, et surtout nous apporter dans les situations de pics, sa solidarité électrique en la matière. Cette solidarité franco-allemande, c'est l'engagement que nous avons pris avec le Chancelier SCHOLZ, c'est celle que nous tiendrons dans les prochains mois, et qui s'inscrit plus largement dans une solidarité européenne qui a été structurée par les communications de la Commission européenne dès le début de l'été, qui a appelé à de la solidarité entre les pays et à un plan de sobriété partout en Europe, tel que je viens de le décliner. Ça, c'est pour passer l'hiver. Si nous faisons ce que je viens de dire, et que nous nous mettons en situation, notre vision est que nous pouvons regarder sereinement les choses. Et donc, en quelques sortes, les solutions sont d'ores et déjà aujourd'hui dans nos mains si nous savons être au rendez-vous de la sobriété et de la solidarité.

Ensuite, il y a la question des prix, évidemment, qui préoccupe beaucoup nos compatriotes. Sur ce sujet, les mesures sont d'abord nationales, et ce sont des mesures, en quelques sortes, de correction. La France les a pris, parmi les premiers pays, dès octobre-novembre 2021. Nous avons mis en place des séries de boucliers, face, en particulier, à l'envolée des prix de l'électricité et du gaz. Nous avons aussi pris des dispositions par rapport au prix de l'essence qui se sont accrues des dernières contributions que nous avons obtenues ces dernières semaines, avec des effets concrets à la pompe ces jours-ci. En quelques sorte, nous avons évité une hausse d'environ 50 % à 70 % des prix du gaz et d'électricité pour nos compatriotes. Ce qui fait que la France est l'un des pays qui a le plus protégé les ménages et les petites et moyennes entreprises en Europe. Beaucoup de pays sont en train, aujourd'hui, de rejoindre nos mesures, et c'est d'ailleurs le sens du plan qui a été annoncé hier par le Gouvernement allemand, qui rejoint la logique de beaucoup de nos dispositifs.

Tout ça fait qu'aujourd'hui, la France est parmi les pays qui ont les taux d'inflation les plus faibles en Europe, parmi les taux les plus faibles de la zone euro, et qu'aujourd'hui nous avons au maximum protégé les ménages et les entreprises sur ce sujet. Néanmoins, nous le savons, dans les prochains mois, il nous faudra encore mieux cibler et avoir une réponse plus structurelle pour aider plutôt à la rénovation thermique et à l'électrification des pratiques et cibler nos réponses pour accompagner les ménages.

Ceci doit s'accompagner de mesures européennes. La Commission est en train de préparer le travail - j'ai eu l'occasion d'avoir plusieurs échanges avec la présidente de la Commission – et au fond, nous avons un travail depuis plusieurs mois en la matière. Je veux ici dire en tout cas la position de la France quant aux grands axes qui semblent se dessiner. D'abord, nous sommes favorables à des pratiques d'achats communs du gaz. Ceci permettrait à l'Europe, en achetant groupés d'acheter moins cher. Donc, nous continuerons d'agir, et je crois pouvoir dire que le Chancelier SCHOLZ partage cette vision, nous en avons parlé à un instant, d'agir concrètement en fonction de ce que nous avons acté au niveau européen.

La deuxième chose, si la Commission venait à décider de mettre un plafond au prix du gaz acheté à travers les gazoducs à la Russie, la France soutiendrait une telle mesure. Il me paraît de nature à être cohérente avec notre politique de sanctions et à réduire ces prix.

La troisième chose, c'est que nous défendons un mécanisme de contribution européenne qui serait demandé donc aux opérateurs énergétiques pour ceux dont les coûts de production sont très inférieurs au prix de vente sur le marché. Il y a en effet des bénéfices indus qui sont faits par des opérateurs de marché aujourd'hui, et la bonne approche c'est qu'une contribution leur soit demandée au niveau européen. Cette contribution pourrait ensuite être reversée aux Etats membres pour financer leurs mesures nationales ciblées. C'est l'approche que nous soutenons et c'est l'approche que la France et l'Allemagne soutiennent. Elle est la plus cohérente pour éviter les distorsions entre pays européens. Elle est la plus juste et elle serait la plus efficace. Si une telle approche ne pouvait aboutir au niveau européen, alors nous serions obligés de la regarder au niveau national. D'ores et déjà, c'est ce que nous avons fait avec certains opérateurs ces derniers mois, comme vous avez pu le remarquer. Il y a en tout cas là aussi une convergence franco-allemande pour défendre un tel mécanisme de contribution européenne si la Commission le proposait dans les prochains jours.

Enfin, pour réduire la volatilité des prix, il nous paraît indispensable d'avoir des mesures de lutte contre les pratiques spéculatives qui permettraient de mieux encadrer les pratiques d'appels de marges et de couverture sur les marchés qui ont conduit à l'envolée des prix et à la démultiplication, en quelque sorte, des effets réels sur les marchés par certains opérateurs. Nous souhaitons là-dessus avoir au moins un accord franco-allemand, nous avons pris l'engagement tout à l'heure avec le Chancelier SCHOLZ, et notre souhait est qu'il puisse y avoir des mécanismes de contrôle de ces opérations spéculatives au niveau européen.

Ça, c'est pour le volet prix à court terme. Et donc, je souhaite que la Commission puisse parachever son travail dans les tout prochains jours, et je veux ici redire tout le soutien de la France au travail de la Commission européenne depuis le début de la crise et sur ces mesures.

A moyen terme, ça veut dire dans les prochains mois, il nous faut continuer à avancer à marche forcée, d'abord pour produire davantage et produire davantage de sources alternatives d'énergie et tout particulièrement d'électricité, en France et en Europe. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement de parachever des textes législatifs pour permettre d'accélérer nos projets de production d'énergies renouvelables et de nucléaire

regulés pour permettre d'accélérer nos projets de production d'énergies renouvelables et de nucléaire. Aujourd'hui, nos rythmes, quant aux travaux pour permettre les capacités de production en renouvelable ou en nucléaire montrent que nos projets sont trop lents. Je serai dès que possible à Saint-Nazaire pour inaugurer le champ d'éoliennes en mer, ce que je devais faire aujourd'hui mais que le temps n'a pas permis, ce qui me permet d'avoir le privilège d'être devant vous et ce qui m'a permis d'échanger avec mon homologue allemand. Mais imaginez que ce projet a été lancé par mon anté-prédécesseur. Donc, face au défi qui est le nôtre aujourd'hui, on doit aller beaucoup plus vite dans la production de ces énergies renouvelables, et donc simplifier les choses drastiquement. Nous sommes en guerre, c'est un état de fait. L'énergie fait partie des instruments de guerre utilisés par la Russie, et donc nous devons absolument nous mettre en situation de produire plus vite des sources alternatives d'électricité.

Le deuxième point, c'est d'accélérer l'électrification de nos pratiques et donc d'aller beaucoup plus vite sur la rénovation thermique des bâtiments, sur la conversion du parc automobile et sur l'installation comme modèle, aussi clé, de transport d'énergie de l'hydrogène au niveau européen.

Puis le troisième élément à moyen terme, c'est de réformer le marché de l'électricité. Aujourd'hui, vous le savez, ce marché au niveau européen a deux défauts, et je souhaite que, en franco-allemand, nous puissions y travailler. Il y a maintenant un accord franco-allemand sur ce sujet et nous avons une vraie convergence de vue avec l'Italie aussi.

D'abord, nous devons parachever le réseau européen électrique et multiplier les connexions électriques européennes pour que l'électricité puisse circuler de la manière la plus efficace et rapide entre les pays.

Ensuite, le prix sur ce marché européen de l'électricité doit être formé de manière beaucoup plus cohérente et en lien avec les coûts de production. Aujourd'hui, le prix de l'électricité sur le marché européen est beaucoup trop dépendant des contributions marginales, et en particulier celles du gaz, en particulier en moments de pic. Ce qui pour des pays comme le nôtre et certains autres, est aberrant et fait que vous avez un prix d'électricité qui est déconnecté de la réalité des coûts de production. C'est ce qui fait d'ailleurs que vous avez certains opérateurs qui, du coup, font des bénéfices excessifs. Ce que la Commission européenne, je l'espère, s'apprête à corriger à court terme. Donc à moyen terme, il ne faut pas que le marché européen ait en quelque sorte cette distorsion, et donc il faut pouvoir le réformer. Voilà donc les trois grands axes à moyen terme sur lesquels nous voulons avancer.

Voilà les quelques mots que je souhaitais donner, en quelque sorte les axes que je souhaitais dresser pour vous expliquer quelle est la stratégie à la fois française et européenne en la matière. Tout cela va donner lieu à la déclinaison d'une stratégie que la Première ministre et les ministres compétents vont expliquer. D'abord sur le plan de sobriété qui donnera lieu donc à une présentation et surtout un échange avec l'ensemble des branches économiques, puis donnera lieu à des engagements successifs. Puis, en parallèle de ça, évidemment, la Première ministre aura aussi à lancer des exercices structurants pour le pays : la stratégie nationale bas carbone, la programmation pluriannuelle de l'énergie, qui seront dès cet automne lancés pour pouvoir déboucher sur des exercices législatifs fin d'année, début d'année prochaine. Nous aurons l'occasion d'y revenir de manière claire. Tout ça aussi au niveau européen donnera lieu à des travaux de la Commission dans les prochains jours, qui seront explicités dans le cadre du collège de la Commission. Et évidemment, tout ça sera travaillé lors du prochain Conseil européen à Prague et nous permettra d'avancer là aussi en Européens. Voilà les quelques mots que je voulais dire avant de répondre à vos questions.